

PROLÉTAIRES IMMIGRÉS

L'immigré, c'est celui ou celle qui quitte son pays pour des raisons économiques, politiques ou plus rarement environnementales pour aller dans un pays étranger, où il devra participer à la production afin de subvenir à ses besoins. Ce sont aujourd'hui beaucoup de prolétaires qui sont immigrés ou d'origine immigrée. Les capitalistes surexploitent cette main d'œuvre en ajoutant à la domination économique, la domination culturelle ainsi que le racisme. Il est donc primordial pour nous communistes d'analyser cette situation qui touche une bonne partie des prolétaires.

Pour cela, il convient de faire un bref historique de l'immigration dans l'État français et les pays dominés par son impérialisme, afin de pouvoir délimiter la place des immigrés au sein des territoires de l'État français et l'évolution de la politique de l'État bourgeois à leur rencontre.

I. Histoire dans l'État français et les pays dominés

Les pays européens ont toujours été des lieux de brassage de population (guerres, migrations,...).

Plus récemment, au 19^{ème} et début 20^{ème} siècle, on a affaire à une immigration interne ou de pays voisins (Italie, Espagne, Belgique, Suisse) pour compenser la faible natalité française, le vieillissement de la population et les départs vers le nouveau monde.

Lorsque les besoins en main d'œuvre grandissent fortement, notamment lors de la première guerre mondiale, l'État français et les grandes entreprises vont élargir le champ de recrutement avec les colonies françaises : Afrique noire, Maghreb, Indochine.

La même chose sera faite pour reconstruire le pays après 1945 et compenser la baisse et le vieillissement de la population depuis l'entre-deux guerres, avec les stigmates des deux guerres, les guerres coloniales et surtout la conséquence de la non reproduction des morts durant la guerre de 14-18.

Les immigrés sont choisis en fonction de leur aptitude à travailler et sont donc souvent jeunes.

PROLÉTAIRES IMMIGRÉS

Ils ou elles partent pour des contrats et dans la plupart des cas, laissent leur famille dans le pays d'origine puisqu'ils ou elles ne sont pas dans une démarche d'immigration de peuplement mais de travail. Il ne faut pas concevoir l'immigré comme figé, les chiffres de population immigrée recouvrent des allers-retours et des remplacements d'un individu par un autre, etc.

Cette immigration est plus ou moins organisée, mais en tout cas elle est alors souhaitée par les entreprises. Toutes celles et ceux qui viennent, y compris irrégulièrement, sont les bienvenus et l'État régularise facilement les situations administratives.

Pour faciliter l'immigration, l'État français passe des accords avec les pays d'origine (Portugal, Algérie, Maroc avant Turquie et Yougoslavie) pour qui c'est un moyen de se débarrasser d'une main d'œuvre excédentaire et potentiellement revendicative tout en espérant récupérer de l'argent via ce qui sera envoyé à la famille par les travailleurs et travailleuses immigrés.

Les travailleurs et travailleuses immigrés, n'étant pas dans une logique d'installation, sont en grande majorité des hommes. Cela change progressivement et de plus en plus d'immigrés font venir leur famille. C'est différent pour les réfugiés politiques qui viennent d'avantage avec leur famille directement.

Les conditions de l'immigration ne sont pas franchement bonnes et certains sont logés dans des baraquements, voire des bidonvilles.

Pour comprendre l'immigration, il ne faut pas oublier qu'elle est la descendante de l'esclavage.

Néanmoins, il est important de rappeler qu'historiquement, c'est plutôt l'État français qui était exportateur de main d'œuvre vers ses colonies. Mais cela n'est en rien comparable vu que ces expatriés partaient pour exercer des postes de fonctionnaires ou/et de dirigeants. Ils partaient pour exploiter au maximum la population locale et étaient objectivement des agents impérialistes.

Faire un rapprochement entre les deux constitue une position raciste et nie le caractère de peuples et nations dominés.

Les immigrés ne constituent pas une catégorie homogène mais une bonne partie des immigrés qui viennent en France se joignent à la classe ouvrière de France. Certains ont un travail peu qualifié ou/et manuel que les « français » ne veulent pas faire ou ne sont pas formés à faire. Les

immigrés les plus mal payés, surexploités et sans papiers ne profitent pas des richesses qu'ils ont créé, comme les pauvres en général, mais ceux qui font partie des couches supérieures du prolétariat et des travailleurs indépendants en profitent.

Les immigrés ne sont pas tous dans une relation subalterne au sein de l'État français, c'est le cas des bourgeois des autres puissances impérialistes qui peuvent se déplacer à leur gré en fonction de leurs intérêts économiques, y compris au sein de l'État français. Les bourgeois français expatriés exploitent également les peuples des pays dans lesquels ils s'établissent en y défendant leurs intérêts. Avec l'arrivée d'internet, il n'est plus nécessaire de se déplacer pour veiller à ses intérêts économiques.

L'« identité nationale » française a été imposée par la bourgeoisie nationale, elle est à prendre en compte mais elle doit être combattue. Ce qui compte, c'est l'identité des peuples au sein de l'État français.

L'identité du prolétariat en « France » est donc un mélange avec la contribution de tous ces apports. Cette contribution est composée des diverses luttes des immigrés dans leur pays d'origine (les immigrés algériens, beaucoup d'Africains portent en eux la lutte de libération nationale menée contre l'impérialisme français) mais aussi de leurs luttes en « France » au sein des peuples de « France » (la plupart des responsables militaires de la Commune de Paris étaient des immigrés, la résistance contre les nazis a aussi été menée par des immigrés (FTP-MOI et affiche rouge, réfugiés...)).

Les immigrés ont construit et reconstruisent la « France ». Toutes les richesses de la bourgeoisie française a été extorquée au prolétariat local et du « tiers monde ». Pillage et exploitation passés et présents. Les immigrés retraités ne profitent pas des richesses qu'ils ont créés.

L'immigration est un élément important dans la société capitaliste. Parmi les immigrés, beaucoup sont membres de la classe ouvrière qui est elle-même appelée à renverser le capitalisme. Dans ce combat pour le renversement de l'État bourgeois, il est primordial que cette dernière se dote d'outils d'analyse qui lui permettent de comprendre les différences qui la traversent.

Il faut une analyse qui tend au maximum à se détacher du mépris et du racisme que la bourgeoisie cultive et essaye de développer dans toute les sphères de la société dans le cadre de l'impérialisme, divisant ainsi le prolétariat mondial.

PROLÉTAIRES IMMIGRÉS

Il ne s'agit pas là de faire un exposé ou une étude statistique sur l'immigration en général dans l'État français mais de comprendre les logiques d'exploitation des immigrés prolétaires par la bourgeoisie et les résistances de la part de cette main d'œuvre face à l'exploitation afin de doter les communistes d'une stratégie.

II. Pourquoi partir de chez soi ?

Les immigrés sont d'abord des émigrés qui quittent un pays. Ce n'est jamais agréable de quitter son pays, ses amis, sa famille, ses habitudes de vie,...

S'ils le font, c'est pour plusieurs raisons :

★ Ils sont réfugiés économiques parce que leur pays est pillé par les pays impérialistes (matières premières exportées sans possibilité de transformation locale donc pas de travail pour vivre) exemples : AREVA, TOTAL,...

★ Leur pays est invivable et il est très difficile de se révolter car le pays est dirigé par des dictateurs féroces et avides qui sont mis ou maintenus en place par l'impérialisme français. Ces dictateurs bénéficient d'armes, de conseillers techniques et militaires ainsi que de soldats français pour exploiter les ressources du pays (Ex : bases françaises en Afrique, interventions soit-disant anti-terroristes).

★ Leur pays est en guerre parce que les impérialistes ont tracé des frontières sans tenir compte des réalités locales ou parce que différents pays impérialistes se battent indirectement pour mettre la main sur les ressources locales.

III. Les impérialistes et les immigrés

1. Les immigrés considérés par les impérialistes comme une marchandise

L'État et la bourgeoisie française voudraient gérer leurs besoins en main d'œuvre comme elle gère sa consommation de pétrole, c'est-à-dire profiter des immigrés lorsqu'elle en a besoin en période de croissance économique et s'en débarrasser quand elle n'en a plus besoin en période de crise économique. Seulement, ce serait oublier que les immigrés sont des êtres humains ! Et les immigrés n'ont pas forcément envie de venir

ou de repartir quand les bourgeois le voudraient. C'est pour cette raison que la bourgeoisie contrôle les déplacements de la classe ouvrière.

2. La restriction des frontières, un moyen de contrôle du prolétariat, une arme des patrons

L'État français avec les pays signataires du traité de Schengen contrôlent les frontières. Ils font tout pour empêcher les émigrants non exploitables directement de franchir ces frontières.

Le contrôle des frontières, outre le fait de faire croire aux Français que c'est un privilège de l'être, a plusieurs conséquences :

★ Beaucoup de migrants prennent des risques énormes y compris vitaux pour passer. Beaucoup en meurent tandis que ceux qui survivent se retrouvent obligés de rembourser leur passage à des mafias.

★ C'est un moyen pour le patronat de baisser les salaires, moyen de contrôle de la classe ouvrière.

Il constitue un moyen pour le patronat de payer les sans-papiers moins cher qu'un salarié pouvant être déclaré (il ne l'est pas forcément, mais il risque moins que le patron à bosser au noir tandis que le sans-papier n'a tout simplement pas le choix).

Il permet aux patrons d'avoir ainsi un volant de réserve pour refuser certaines augmentations salariales des travailleurs déclarés même s'ils ne sont pas forcément sur les mêmes postes. L'interdiction de travail des sans-papiers incite donc au racisme des ouvriers autochtones.

★ La mafia ou la bourgeoisie criminelle constitue des réseaux illégaux de main d'œuvre importée et gagne beaucoup d'argent avec le passage puis encadre les sans-papiers et gère l'hébergement en se servant à chaque étape. Elle joue aussi le rôle de police de cette population pour éviter qu'elle ne se révolte.

Cette situation est doublement la conséquence de la politique de l'État français d'un côté, il empêche les prolétaires de vivre correctement dans leur pays et d'un autre, il tente de les empêcher de franchir la frontière.

3. Le racisme et la xénophobie, armes de la bourgeoisie

Les impérialistes utilisent l'immigration comme stabilisateur de l'ordre social en essayant de développer l'animosité xénophobe et raciste au sein de la classe ouvrière. Ils tentent d'instrumentaliser les divisions ethniques au sein de la classe ouvrière pour la détourner de ses intérêts objectifs et diviser le mouvement d'organisation de cette dernière.

Ce n'est pas du tout un phénomène récent, cette instrumentalisation du fruit de la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière est aussi utilisé pour l'écraser. Dans la lettre de Marx à Siegfried Meyer et August Vogt de 1870 pour donner ses réflexions sur la domination anglaise en Irlande, voilà ce qu'il dit :

« Grâce à la concentration toujours croissante des fermes, l'Irlande fournit constamment son surplus [de main d'œuvre] au marché ouvrier anglais et abaisse ainsi le salaire et la situation matérielle et morale de la classe ouvrière anglaise. Enfin, l'essentiel : tous les centres industriels et commerciaux d'Angleterre ont maintenant une classe ouvrière scindée en deux camps ennemis, prolétaires anglais et prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais ordinaire déteste l'ouvrier irlandais comme concurrent qui abaisse son niveau d'existence moyen. Il se sent à son égard membre d'une nation dominatrice, devient de ce fait un instrument de ses aristocrates et capitalistes contre l'Irlande et consolide leur emprise sur lui-même. Des préjugés religieux, sociaux et nationaux le dressent contre l'ouvrier irlandais. Il se conduit envers lui à peu près comme les Blancs pauvres envers les Noirs dans les anciens États esclavagistes de l'Union américaine. L'Irlandais lui rend la pareille largement. Il en voit en lui à la fois le complice et l'instrument aveugle de la domination anglaise en Irlande. Cet antagonisme est entretenu artificiellement et attisé par la presse, les sermons, les revues humoristiques, bref par tous les moyens dont disposent les classes au pouvoir. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise en dépit de son organisation. C'est aussi le secret de la puissance persistante de la classe capitaliste qui s'en rend parfaitement compte. »

Si l'État français peut se permettre d'agir de la sorte, c'est qu'il est un État impérialiste et que les pays impérialistes dominant et se partagent le monde.

IV. Une domination sociale et culturelle de l'impérialisme français

Les émigrés quittent un pays mais pas pour n'importe lequel (même si c'est loin d'être toujours un choix : filière clandestine disponible, famille installée dans le pays de destination,...). Ils peuvent être attirés par le pays d'accueil. En ce sens, l'État français et ses satellites (alliance française, centres culturels français, offices du tourisme...), font tout pour vendre la France comme le pays de la liberté où il « fait bon vivre ».

De la même manière, la France maintient une présence linguistique importante dans ses zones d'influence (Liban, Maghreb, Afrique subsaharienne,...) via les réseaux de soutien à la francophonie.

Militairement, la France tient des pays entiers sous sa coupe soit avec des bases militaires soit via des accords de défense.

Économiquement, la France tient une grande partie de l'Afrique grâce au franc CFA géré par la banque de France et aux dettes contractées par les chiens de garde de l'impérialisme français dans ces pays, même si ces dettes sont en partie liées à leurs dépenses personnelles ou financent les campagnes électorales d'hommes politiques français.

Culturellement, la France exporte son organisation de l'enseignement et son contenu quand ce ne sont pas ses enseignants (lycées français). Elle organise la diffusion des chaînes de télévision françaises (francophones ou pas) et la diffusion de livres.

Le fait que l'image de la « France » soit surcotée dans les pays qui subissent la domination française amène les élites locales de ces pays à venir en France pour étudier puis travailler, c'est ce qu'on nomme la « fuite des cerveaux ». C'est en fait un véritable processus de pillage des élites locales par l'impérialisme français, ce phénomène renforce la dépendance des pays dominés par la France.

V. Le racisme

Le racisme est quelque chose d'objectif, ce n'est pas un sentiment, des gens qui décident d'être racistes. C'est un processus systémique qui ne demande pas forcément le concours conscient des racistes.

Il n'est de raciste que d'un groupe social dominant envers un groupe

PROLÉTAIRES IMMIGRÉS

dominé, le « racisme anti-blancs » est une fabulation de la même manière qu'un soit-disant impérialisme algérien en France est impossible.

En France, les racismes les plus développés sont contre les Juifs, les « Musulmans » et les Roms.

★ Le racisme plus ou moins « classique », en fonction de la couleur de peau ou de la forme du visage. Il s'est particulièrement développé avec le commerce triangulaire, avec la séparation entre esclaves noirs et maîtres blancs. Dans les vieilles colonies de l'ancien régime (aujourd'hui DOM TOM ou Haïti), les sociétés coloniales ont dès le début construit une hiérarchisation sur cette base, avec des populations intermédiaires (métis). Les colonialistes du 19ème siècle ont continué à développer ce schéma, en le théorisant pour légitimer la soumission des peuples sous sa tutelle en mesurant les crânes, en hiérarchisant les différents peuples. Aujourd'hui, il a moins bonne presse, mais il existe encore, de manière plus ou moins masquée et sert en partie à légitimer la domination économique sur les peuples des pays soumis à l'impérialisme et sur les populations immigrées dont les aïeux ont connu la colonisation.

★ Le racisme anti-juif est très ancien et ancré dans la société française. Il vient du fait que l'usure étant condamnée par l'Église, elle a obligé les Juifs à s'en occuper pour ne pas empêcher l'accroissement de l'investissement. Pour cela, elle n'a pas hésité à empêcher les Juifs d'occuper de nombreux métiers comme le travail de la terre par exemple.

Il y a trois vagues de racisme anti-juif : le vieil antisémitisme religieux avec les pogroms organisés par l'Église et les féodaux ; celui théorisé et mis en application par les nazis avec la solution finale ; et une troisième vague qui a démarré dans les années soixante-dix et basée sur le révisionnisme historique, aujourd'hui représentée par Alain Soral en France.

★ L'islamophobie recouvre plusieurs racismes : grossièrement contre les Arabes, contre les Noirs et contre les Turcs. C'est un outil très important pour la bourgeoisie (comme l'attestent les chroniques de Finkelkraut, de Zemour dans les médias les plus importants) et il est très implanté et décomplexé (croyance que tout Arabe est musulman comme l'a fait Hollande en désignant une victime de Merah comme musulmane juste en fonction de son nom et de son teint).

Le terme de « musulman » renvoie à l'Algérie coloniale où il était question de « français musulmans » pour les différencier des soi-disant « vrais français ». Ce terme et ce racisme caractérisent en partie la revanche des fascistes pro-Algérie française.

En plus, stigmatiser les « musulmans » permet de ne pas se poser directement en raciste selon les critères de politesse que l'on a vu plus haut. Il permet même de faire croire qu'on le fait au nom du féminisme et de la lutte contre l'obscurantisme religieux. On a pu l'observer lors des différentes affaires du foulard, burqa, etc.

★ Le racisme anti-rom est assez développé en France. Il est utilisé par la bourgeoisie pour faire croire qu'il existe une minorité rejetée par la majorité. La bourgeoisie tente ainsi de les isoler des autres exploités, des autres opprimés. Elle les présente comme des gens à part, voleurs de poules, d'enfants, la Cour des miracles. C'est un moyen de les séparer de leurs frères et sœurs de classe. Les travailleurs et travailleuses redoutent de se retrouver dans la même situation, les préjugés au sein du peuple servent la bourgeoisie pour diviser les exploités, en neutraliser une partie. Certains en arrivent à penser que pour en finir avec le spectre de la misère, du déclassement, il faut en finir avec les Roms. C'est pour cela qu'aujourd'hui en France et en Europe, il se produit des pogroms.

Le racisme, c'est penser que la France a un rôle particulièrement progressiste dans l'histoire, que la culture (ou cuisine) française est supérieure aux autres, que la France doit intervenir en Afrique pour pacifier les « sauvages », que l'Américain va sur la lune alors que l'Africain ne sait pas faire autre chose que mourir de faim (voire imagerie dans les livres scolaires), que l'Arabe est sexiste, qu'il faut libérer les filles voilées, qu'un Noir va vous agresser, qu'une personne de couleur est forcément moins cultivée ou instruite qu'un blanc,...

Le racisme, comme le sexisme, est une arme aux mains de la bourgeoisie pour opprimer encore plus une partie du peuple, pour diviser le peuple et l'empêcher de vaincre, comme l'a montré le débat sur « l'identité nationale » qui sert à attaquer les personnes (Roms, musulmans,...) jugées pas assez intégrées à l'Etat français.

La bourgeoisie répand le racisme avec son école (ex : en schématisant dans l'apprentissage des religions, les chrétiens détiendraient en eux l'amour, la charité et la compassion et les musulmans seraient tous des adeptes du jihad et de la violence), ses télévisions et toutes les images

PROLÉTAIRES IMMIGRÉS

qu'elle véhicule via les médias qu'elle possède.

Et il faut reconnaître que ce racisme est repris au moins en partie dans la classe ouvrière du fait du vide idéologique et de l'absence de perspective révolutionnaire portée par un parti. Cependant, quelqu'un qui vit et travaille en tant qu'ouvrier ou ouvrière avec des ouvriers ou ouvrières doit se rendre compte de qui sont ses ennemis et de qui sont exploités comme lui voire plus que lui. Cette prise de conscience s'accroît à travers la lutte et d'autant plus quand une perspective politique révolutionnaire est portée. En revanche, le racisme prend plus profondément dans l'aristocratie ouvrière et la petite bourgeoisie qui profitent du pillage des pays dominés ainsi que de l'exploitation de la classe ouvrière.

Le racisme touche aussi la bourgeoisie. Certes, elle est unie pour attaquer le prolétariat mais elle s'affronte entre fractions quand il s'agit de partager le butin issu de l'exploitation.

Le racisme est un fléau et il doit être combattu sans relâche où qu'il soit. Cependant, il n'apparaît pas de la même manière en fonction de la classe sociale. Chez les ouvriers et ouvrières, c'est souvent très cru. Il est donc facile de le repérer et de le combattre.

Il n'en est pas de même au sein de la petite bourgeoisie, dont chacun de ses membres a appris quelles opinions étaient socialement acceptables ou pas. Pour un petit bourgeois, le racisme se résume à un jeu d'expression, à de la politesse. C'est-à-dire qu'il ne faut pas dire que « les races sont inégales », il faut condamner publiquement Hitler ; il ne faut pas dire d'insultes du genre « sale arabe, sale juif, sale noir,... » mais le petit bourgeois s'accorde néanmoins le droit de penser que « tout ne se vaut pas » et « que décidément, on n'est pas pareil ». Le racisme s'exprime plus facilement au sein de la bourgeoisie puisque cette dernière manipule à son aise le langage qu'elle a elle-même institué.

C'est ainsi que le plus grand crime de SOS Racisme n'est pas tant la récupération de la Marche pour l'Égalité mais d'avoir fait croire que le racisme c'est de l'impolitesse et donc d'avoir tenté d'imposer l'antiracisme comme de la politesse. C'est inutile et contre-productif dans le combat contre le racisme d'où ils se sont en plus permis d'exclure les premiers concernés puisque « le pote » c'est l'autre. Les organisations « anti-racistes » bourgeoises sont pour cette raison dangereuses, elles excluent de par leur pratique le peuple, elles sont paternalistes et font de l'anti-racisme une affaire de « petits

blancs » maniant bien la « langue » officielle française, avec quelques représentants des populations racisées, mais toujours exposés jamais acteurs. C'est pourquoi il ne peut pas y avoir d'antiracisme conséquent sans dénonciation de l'impérialisme.

La société « française » est gangrenée par le racisme. Comment cela est-il possible ?

Les médias comme les systèmes d'endoctrinement étatiques (écoles) présentent les inégalités entre deux pays sans parler de l'impérialisme qui empêche pourtant le pays dominé de se développer. Il en ressort que celui ou celle qui n'a pas ou ne veut pas avoir conscience des conséquences de l'impérialisme, face à deux concurrents dont l'un s'en sort mieux, pense que l'un est meilleur que l'autre. Et ce qui est vrai au niveau des pays l'est aussi au niveau des individus. Il pense donc qu'il y a inégalité de capacités entre un individu d'un pays dominé et celui d'un pays dominant. Ce qui se résumerait par le fait que les « blancs sont supérieurs ».

Occulter l'impérialisme favorise le racisme. C'est la même chose quand on fait croire que les semi-colonies sont des pays indépendants comme certains le font avec l'Algérie ou l'Afrique francophone. Or, c'est faux ! Ces pays ne sont pas réellement indépendants même si l'armée française s'est retirée. L'argent du pétrole et du gaz revient en France.

Certains occultent le rôle de l'impérialisme dans les causes du racisme pour ne se focaliser que sur un inconscient colonial qui perdurerait comme étant un héritage des zoos humains des années 30. Le racisme est effectivement dans la culture française mais ne voir que cette partie du problème ne mène à rien si ce n'est croire qu'il faudrait « éduquer » les français.

Cela dit, cette position est compréhensible pour les petits bourgeois immigrés ou issus de l'immigration qui fonctionnent politiquement à l'affectif. Il leur est tout simplement impossible de reconnaître que la libération nationale n'a pas été un succès et que leurs aïeux sont morts pour rien.

Un autre facteur qui permet au racisme de prospérer, c'est de masquer l'exploitation en France. Si on montre l'exploitation, on est obligé de parler des trente glorieuses autrement et de montrer les immigrés qui travaillent en habitant dans les bidonvilles. On est obligé de dire que ce sont notamment les ouvriers immigrés qui ont reconstruit la France après la guerre et qu'aujourd'hui, ce sont eux qui s'échinent sur les

routes et dans la construction.

Le racisme étant le fruit de l'exploitation, du colonialisme et de l'impérialisme on ne peut donc pas le combattre efficacement si on ne met pas en avant cette même exploitation, ce colonialisme et cet impérialisme. C'est pour cette raison que les communistes ont un grand rôle à jouer dans ce combat anti-raciste prolétarien.

VI. La descendance immigrée

Les descendants d'immigrés n'ont théoriquement plus le statut d'immigrés aux yeux de la bourgeoisie. Et pour ce, un gros travail « d'intégration » est mis en place pour acculturer les enfants des immigrés ouvriers : école, rejet de la langue d'origine, imposition du français,... Un gros travail de propagande pour leur faire croire à eux et à leurs parents que la « France » serait un pays « accueillant », celui des « droits de l'homme » et que pour l'incorporer il faudrait rentrer sous l'égide d'un Etat soit disant « universaliste ». En vérité, l'État français est ethnocentré autour d'un même modèle bourgeois, il n'a d'universel que son mépris pour les autres peuples qu'il maintient sous sa domination. On demande ainsi aux descendants d'immigrés d'incorporer les rangs de la mission civilisatrice que la République française s'est auto-désignée mais la place de ces descendants restera celle d'auxiliaires temps qu'ils et elles n'auront pas fait disparaître tout ce qui les rattache à leurs origines sociales et culturelles. Sous la domination d'un État dont le racisme est un des fondements par le biais du principe de « patrie » bourgeoise et son impérialisme. Plus le modèle (couleur, allure, habits, culture) est éloigné de l'idéal bourgeois du blanc « civilisateur », plus le mépris est violent. Une partie de la descendance immigrée reçoit de plein fouet le racisme, d'autant plus violemment que lorsqu'il est « poli » comme décrit précédemment, il est nié, d'autant plus violemment qu'une partie a cru à la propagande « universaliste » française. Certains ramènent les déçus dans la religiosité, en même temps c'est une mauvaise réponse face au racisme mais c'est aussi un mouvement qui se renforce en partie par le racisme. Il y a un gros travail idéologique à faire, sans lequel il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire.

Dans les médias bourgeois, on assimile souvent les banlieues ouvrières aux descendants d'immigrés. En effet, ils sont une bonne partie à avoir des parents ouvriers et à être ouvriers. La stigmatisation de ces banlieues ouvrières s'est accentuée dans les années 80 par leur désertion par ceux qui en avaient les moyens vers les banlieues pavillonnaires, accentuant

ainsi leur « ghettoïsation » et le rejet de la vie urbaine par cette dite « classe moyenne » au profit d'un habitat individualiste. Ainsi, ces banlieues ouvrières abritent ceux qui n'ont pas trouvé mieux, parmi eux des descendants d'immigrés et des immigrés. Dans la société capitaliste, on peut observer que les différences de traitement sont liées aux logiques de domination, et plus on est en « bas de l'échelle », plus c'est violent. Être immigré et vivre en banlieue ouvrière est doublement plus violent symboliquement, psychologiquement comme physiquement, triplement violent lorsqu'on est une femme, etc. Les banlieues sont depuis quelques décennies un des catalyseurs de la haine réactionnaire qui s'en prend quotidiennement à ses habitants avec des pics quotidiens d'agressivité.

Il y a une volonté de destructuration sociale au profit du modèle individualiste, utilisé par le pouvoir bourgeois comme un moyen d'intégration. L'urbanisation joue un très grand rôle dans ce processus, il s'agit de casser les solidarités et les structures sociales populaires. Tous les rouages de l'acculturation n'ont qu'un seul but : casser la culture populaire au nom de la lutte contre le « communautarisme », casser la langue d'origine pour laisser les gens dans le désœuvrement, « on va s'occuper de vous » dit l'État, casser le « communautarisme » au nom du progrès pour laisser les gens sans rien, plus vulnérables, plus exploitables. Seulement, c'est en vain. La classe ouvrière même dépossédée de sa culture, par son mode de socialisation est toujours l'origine d'un foisonnement intellectuel, culturel et d'innovation. Les banlieues sont des centres de mélanges et de renouvellement socio-culturel intense.

Dans les banlieues, les descendants d'immigrés se prennent un traitement à part par tous les représentants de l'ordre bourgeois : patrons, flics, administrations,... Ce traitement rentre en contradiction directe avec les discours officiels de la propagande bourgeoise des « droits de l'homme » que l'on martèle dans les écoles et dans les médias. C'est le plus visible dans le comportement de la police dans ces banlieues, police qui n'a jamais vraiment connu de purge après la seconde guerre mondiale et les guerres coloniales, notamment la guerre d'Algérie. On retrouve dans celle-ci une continuité dans les actes et les schémas de pensée. Les forces de répression se comportent en banlieue comme des troupes d'occupation et les descendants d'immigrés, nombreux dans les banlieues, subissent leurs exactions (contrôles répétés, pressions, insultes, humiliations, tabassages, assassinats,...).

Dans les quartiers populaires où les descendants d'immigrés sont

PROLÉTAIRES IMMIGRÉS

présents, le Parti a un rôle à jouer en matière d'autodéfense contre les forces de répression et les politiques d'urbanisation. Des organisations de masse doivent se structurer sur la question de l'autodéfense, du logement, de la culture.

VII. Les immigrés originaires des DOM-TOM

Nous affirmons que les DOM-TOM sont aujourd'hui des colonies mises en coupe réglée par l'impérialisme Français. Notre position est claire, nous reconnaissons le droit des peuples des différents pays des DOM-TOM à disposer d'eux même et nous appuyons leurs luttes de libération nationale contre l'État français.

Les immigrés venant des DOM-TOM subissent une oppression coloniale de la part de l'Etat français. En plus de piller leur pays, il peut disposer à son gré de la main d'œuvre, gérant cette dernière par des déplacement de population en fonction des impératifs économiques de la bourgeoisie française.

Il impose également aux travailleurs une formation dans l'hexagone pour que ces derniers puissent obtenir un travail au pays. C'est pour la même raison qu'il forme les compradores de son administration coloniale dans les université et les écoles françaises, afin de former à la culture coloniale et détruire les cultures et les langues nationales.

Les habitants des DOM-TOM peuvent s'organiser afin de lutter pour l'émancipation de leurs pays vis à vis de la « métropole », le Parti doit donc soutenir leurs revendications car elles sont justes. Nous avons avec eux un ennemi commun, l'État français, nos luttes se nourrissent donc les unes des autres. Nous nous faisons également le relais des luttes économiques et sociales menées dans les pays colonisés comme ce fut le cas en Martinique, en Guadeloupe, en Kanaky et à la Réunion. Nous devons insister sur l'union de la classe dans l'hexagone derrière les revendications d'indépendance des peuples.

La bourgeoisie compradore des DOM-TOM opprime son propre peuple pour le compte des impérialistes, nous devons donc tirer à boulets rouges sur cette dernière qui est un rouage du système colonial.

Feu sur la France, son empire colonial et ses valets !

Vive le droit des peuples des DOM-TOM à disposer d'eux mêmes !

VIII. Les Roms

Les populations roms immigrées en France sont aujourd'hui une des principales cibles du racisme d'État et des partis fascistes et réactionnaires, tout autant d'ailleurs que des sociaux-démocrates. Cette communauté unit contre elle l'ensemble des représentants de la bourgeoisie. Elle leur sert de prétexte pour détourner la juste colère des masses contre un « ennemi » supérieur contre lequel s'uniraient les classes dans une lutte commune. Nous devons dénoncer les attaques contre cette communauté comme réactionnaires et racistes, cela y compris quand les masses y participent. Les pogroms que nous avons pu voir contre les roms sont une instrumentalisation d'une partie des masses populaires par les fascistes et les patrons.

Les communistes et le Parti doivent s'opposer aux attaques contre les Roms et contre toutes les cibles dictées par les puissants pour dévier la lutte des classes. Le véritable ennemi, ce n'est pas une communauté maintenue de force dans une situation de misère, mais bien les responsables de l'injustice sociale érigée en système politique, que sont les capitalistes.

Les parasites ce ne sont pas les hommes et les femmes privés d'emploi et même à qui l'on ôte la dignité, ce sont les patrons qui vivent de la plus-value extorquée au prix de notre travail, cela doit être dit très clairement. Ceux qui cherchent à dresser les communautés les unes contre les autres sont des charlatans fascistes à la solde de la bourgeoisie. Il n'y a pas de choc de civilisation, il n'y a qu'une guerre de classe opposant le peuple en son entier dont les communautés roms font partie, à ses bourreaux que sont la bourgeoisie et ses larbins de toutes sorte comme les flics ou les fascistes.

Nous nous opposerons à la stigmatisation des Roms et à toutes celles et ceux qui divisent et affaiblissent la classe, et notre Parti engagera ses militants dans la bataille pour la défense des communautés opprimées contre les pogroms racistes.

D'un autre côté, nous considérons qu'il existe également une lutte de classe au sein des communautés roms, et nous y favoriserons les éléments prolétariens. Les mafieux qui exploitent leur propre communauté sont des réactionnaires, des éléments capitalistes contre qui la lutte doit être menée.

Nous affirmons que nos frères et sœurs de classes Roms ont toute leur

place dans les organisations de masses du Parti et dans le Parti lui même pour les éléments d'avant garde.

IX. Les diasporas au sein desquelles sont organisés des partis révolutionnaires

Il y a de nombreuses diasporas au sein desquelles existent un mouvement révolutionnaire fort, voire des partis maoïstes. C'est le cas par exemple de la diaspora de Turquie et du Kurdistan. Nous devons travailler main dans la main avec les partis révolutionnaires des diasporas et lutter pour l'émergence d'un front uni capable de se mobiliser aussi bien sur les questions touchant aux problèmes des pays d'origines (comme la répressions des révolutionnaires de Turquie ou l'appui à la guerre populaire aux Philippines), que sur ceux du pays de résidence. Si nous faisons preuve d'internationalisme prolétarien, d'un autre côté le rôle des communistes est de lutter là où ils vivent, nous devons donc travailler à impliquer les militants révolutionnaires des diasporas sur la lutte de classe en France. Une double appartenance politique peut être envisagée pour les militants des diasporas membres de Partis frères, cela sous condition d'acceptation des statuts, du programme et de l'idéologie de notre Parti, avec l'accord des Partis frères.

X. Les luttes de sans-papiers

La lutte des travailleurs immigrés n'a rien d'humanitaire, c'est avant tout un enjeu de première ordre pour la classe ouvrière dans sa totalité.

En effet, les hommes et les femmes qui ont fui la misère, la guerre ou l'oppression politique que les différentes forces impérialistes ont semé dans leur pays d'origine se retrouvent bien souvent dans les grands centres urbains des pays impérialistes. Ils et elles vivent et travaillent en France, subissant ici une exploitation accrue de la part du patronat. Non seulement opprimés en temps que travailleurs et travailleuses, ils subissent une pression supplémentaire car ils se trouvent ici, maintenus dans une situation « irrégulière ».

Cette spécificité en fait la cible principale du racisme d'État, et offre au patronat la possibilité d'exercer une pression supplémentaire sur leurs dos car la perte de travail est la plupart du temps synonyme d'expulsion du territoire.

Cette situation n'est pas fortuite, elle est entretenue consciemment par les classes dirigeantes, cela dans le but de disposer d'une main d'œuvre malléable et servile à souhait. Les lois sur l'immigration, de plus en plus répressives, représentent un arsenal juridique au service des exploités pour maintenir les travailleurs et travailleuses immigrés dans la précarité, donc dans une position de faiblesse vis à vis de leurs « maîtres ». Il en va de même des problèmes de la question du logement, où les foyers taudis et les bidonvilles sont autant d'outils ségrégatifs de contrôle social.

Les travailleurs et travailleuses immigrés sont donc une des franges les plus exploitées du prolétariat, c'est donc une des parties de la classe ayant le plus d'intérêt à la révolution. Les travailleurs et travailleuses immigrés peuvent donc jouer le rôle de fer de lance de la révolution.

Partant de ce constat, le Parti doit donc développer une politique particulière en direction de nos frères et soeurs de classes sans-papiers.

Trop souvent les luttes des sans-papiers sont prises en otage par des militants français aux relents coloniaux. En temps que communistes nous avons conscience de la lutte de ligne qui s'exerce en tout. Dans le cadre de la lutte des sans-papiers, nous devons appuyer une direction prolétarienne, c'est à dire une direction de la lutte menée par les éléments les plus progressistes des travailleurs et travailleuses immigrés.

Si les travailleurs et travailleuses migrants sont les plus exploités, ils ne sont pas pour autant spontanément révolutionnaires, le Parti a donc un rôle de courroie de transmission. Nous devons développer un travail solidaire vis à vis de nos frères et soeurs de classes sans-papiers, cela permettra d'implanter le Parti et nos organisations de masses. Nous devons être là où travaillent, vivent et luttent nos camarades immigrés pour mener la lutte pour la conscientisation politique comme nous devons le faire dans l'ensemble de la classe ouvrière.

Le parti doit développer des organisations spécifiques aux sans-papiers dans les lieux de travail (les usines, la restauration, l'agriculture,...) et dans les lieux de vie (foyers, quartiers, campements,...) afin que nos camarades puissent aspirer à leur émancipation dans une dimension prolétarienne.

XI. Les travailleurs et travailleuses en détachement

Des sociétés françaises de transport, d'industrie, d'agriculture emploient des travailleurs et travailleuses qui sont rémunérés par ceux qui les embauchent dans les pays de l'Est, en Espagne ou au Portugal.

Si, en théorie, ces travailleurs et travailleuses ont les mêmes droits (la seule différence se situe au niveau des cotisations sociales qui sont payées dans le pays d'origine), la plupart du temps, la réalité est toute autre. Ils travaillent en général plus d'heures et leurs qualifications professionnelles ne sont pas reconnues. Au final, ils touchent un salaire inférieur aux autres travailleurs de France et souffrent de conditions de travail plus rudes. Sans compter le nombre de fraudes patronales sur l'utilisation des travailleurs en détachement et les combines pour leur soutirer directement leur salaire (les patrons leur font payer l'hébergement et autres frais, par exemple). En pratique, pas les mêmes droits, pas les mêmes conditions de travail, pas les mêmes salaires : les patrons divisent encore une fois la classe ; nous affirmons quant à nous que les travailleurs et travailleuses en détachement font partie intégrante du prolétariat de notre pays.

En termes de moyens de lutte, leur situation est précaire de par leur isolement du reste du prolétariat de France qui est encouragé à la méfiance voire à l'hostilité à leur égard et aussi en raison du fait que s'ils protestent, leur contrat est rompu par leur employeur et ils retournent dans leurs pays d'origine.

Les communistes doivent cibler les patrons à l'origine de ces déploiements et doivent aller en direction des travailleurs en détachement. Les patrons qui sont à l'origine de ces procédés inhumains, qui parquent nos camarades comme du bétail, ces patrons doivent être une des principales cibles de nos attaques.

XII. Quel rôle incombe aux communistes ?

Nous devons prendre en compte ce qui a déjà été réalisé par les communistes avant nous sur ce terrain là, le Parti Communiste jusqu'en 44 avec notamment les FTP-MOI, et la Gauche Prolétarienne.

La GP a mené ou a été à l'initiative d'importantes luttes de travailleurs

immigrés, non seulement dans les usines comme celles des OS à Renault, mais aussi contre les conditions de travail, contre les maladies professionnelles comme à Pennaroya (saturnisme).

Les assassinats de travailleurs immigrés ont été nombreux dans les années 70, des travailleurs sortant des abattoirs de la Villette ont été jetés dans le canal de l'Ourcq, la GP a organisé des rondes de protection. Les assassinats n'ont pas cessé pour autant, même s'ils ne sont plus si concentrés comme c'était le cas de la Villette.

Elle a lutté pour la carte de travail (carte de 10 ans) à Amiens et Sainte Geneviève des Bois.

Elle a impulsé la lutte des travailleurs du foyer Noir d'Ivry, et la lutte nationale des foyers Sonacotra pour de meilleures conditions de logement et la baisse des loyers.

La Gauche Prolétarienne a lutté sur les lieux de travail, sur les lieux de vie et sur le chemin entre les deux.

★ Il est nécessaire d'avoir une relation égalitaire et exigeante dans le cadre de luttes de sans-papiers ou de personnes ne parlant pas ou peu le français. La question du respect et de la lutte contre les à priori est importante.

★ Se pose ainsi la question de comment arrive-t-on à avoir un rapport égalitaire avec les camarades sans-papiers ? Contrairement aux mouvements humanistes et/ou caritatifs qui rentrent dans le cliché raciste que le sans-papiers n'est tellement rien qu'il ne peut rien offrir, à part du savoir culinaire et musical, il est important de réfléchir aux relations entretenues entre les militants notamment sur la base des rapports entre sans-papiers et « français ». Un sans-papiers prend bien plus de risques, il y a une responsabilité de lui et de ses camarades concernant sa sécurité mais il ne doit pas pour autant être infantilisé, son rôle et ses responsabilités réduites. L'organisation révolutionnaire ne doit pas reproduire la juridiction bourgeoise qui fait des sans-papiers des sans-droits. Le respect ne se décrète pas, il se construit. Respecter, c'est aussi concevoir les rapports avec celles et ceux qui sont aidés dans un rapport d'échange à égalité, un sans-papiers qui se retrouve aidé par le Parti doit aussi pouvoir lui rendre la pareille. Il ne faut cependant pas partir dans l'extrême inverse du clientélisme qui reproduit l'usure (embryon du capitalisme) qui ferait des dettes disproportionnées par rapport au service rendu et qui ne donnerait pas aux camarades concernés la

PROLÉTAIRES IMMIGRÉS

capacité de participer aux décisions du Parti. Le Parti doit construire et diriger les structures qui seront les embryons des bases rouges, en s'appuyant notamment sur les laissés pour compte du capitalisme et de la société dirigée par la bourgeoisie. Dans la société bourgeoise, les travailleurs et travailleuses sans-papiers n'ont vraiment rien, que ce soit du point de vue juridique, matériel ou symbolique. Ils sont la preuve de la barbarie du système capitaliste, le font fonctionner et à ce titre ont un très grand rôle à jouer dans la révolution prolétarienne. Il est nécessaire pour le Parti de les rallier sous son drapeau et de par là développer des organisations de masse spécifiques aux luttes sans-papiers et d'intégrer des cadres travailleurs sans-papiers au sein du Parti et de sa direction. Un camarade sans-papiers de par le poids des oppressions qu'il subit, en relevant la tête se retrouvera bien plus aguerris que beaucoup. Il devient ainsi une base solide sur lequel le Parti peut s'appuyer. Ce sont celles et ceux qui arrivent le plus à surmonter la barbarie du système capitaliste qui sont le plus à même de la renverser.

Il est aussi nécessaire de rompre dans la lutte avec le caractère individuel, voire même archaïque, avec le système des « familles » (institué volontairement par le droit bourgeois dans ce cadre). C'est la lutte collective seulement qui arrachera la dignité dont nos camarades ont besoin pour constituer avec le Parti les bases rouges. Les luttes individuelles puisque se basant sur le droit et la philosophie bourgeoise mènent irrémédiablement en luttes administratives avec exceptions. La lutte collective est politique et c'est la seule qui est capable d'arracher des avancées concrètes qui sortent du caractère exceptionnel des avancées, inhérent aux luttes administratives. La question de la classe sociale, et spécifiquement la classe ouvrière est centrale dans les luttes de sans-papiers. Pour être véritablement conséquent, le mouvement des sans-papiers doit être prolétarien et doit être dirigé par un véritable parti communiste qui se dotera des outils pour renverser la bourgeoisie.

★ Il est important de garder, développer les liens avec les camarades communistes qui font partie des diasporas. Et de développer des discussions sur comment les camarades étrangers s'organisent pour la révolution ici.

★ Dans une société raciste, on ne peut pas être 100 % antiraciste. Être raciste, ce n'est pas une insulte, c'est un fait, un fait qui a été intériorisé. C'est dur pour un petit blanc de savoir qu'il est raciste mais ce n'est pas pour autant que c'est une stigmatisation. Pour lutter contre le racisme, il faut l'expliquer, le montrer dans les faits,

lutter dans tous les cadres d'organisation (syndicats, organisations de masse, Parti,...) et la vie au quotidien contre les logiques et les réflexes racistes en faisant bien attention à ne pas faire une histoire de « politesse », il faut lutter contre le racisme dans nos rapports sociaux au niveau de leur structure et de l'imaginaire collectif et individuel. Il faut se poser la question d'auto-organisation des immigrés et des descendants d'immigrés au sein du Parti. Comme pour toutes les autres questions, il y a une lutte de ligne chez les individus et dans le Parti sur la question du racisme. Le rôle du collectif est de nous corriger les uns et les autres. Tout seul, on dérive vers l'infinitude de la solitude et toutes les conséquences destructrices telles que la paranoïa ou l'intransigeance. Seul, l'individu ne va nulle part, c'est par le seul collectif qu'il peut s'émanciper, c'est pour cette raison que le racisme doit être combattu par tous, tout en respectant les spécificités et leur reconnaissant la capacité de s'organiser. La lutte contre le racisme ne doit pas être détachée de la lutte contre l'impérialisme.

★ Tous les immigrés ne sont pas nos alliés, parmi eux on peut retrouver des membres d'organisations fascistes tels que les loups gris, d'autres sont des bourgeois, d'autres des réactionnaires qui fuient la révolution dans leur pays. Il faut être attentif à ceci et par conséquent lutter contre la propagande réactionnaire qui fait de l'immigration un ensemble monolithique.

★ D'un point de vue organisationnel, notre Parti peut avoir une politique spécifique vis à vis des travailleurs et travailleuses immigrés étant donné qu'ils subissent une oppression spécifique. D'un côté, nous n'avons qu'un seul Parti regroupant l'avant-garde prolétarienne présente sur le sol français sans distinction d'origine nationale. De l'autre, nous avons le devoir de générer des organisations de masses afin de regrouper la masse des travailleurs et travailleuses immigrés et de leur famille sous la direction du Parti. Ces organisations de masses permettent aux travailleurs et travailleuses immigrés de se grouper et de lutter sur des questions qui sont spécifiques, tout en maintenant l'union de la classe derrière le Parti qui est l'outil principal de la révolution. Nous pouvons nous appuyer pour ce travail sur des exemples ayant déjà existé, principalement sur le MTA (Mouvement des Travailleurs Arabes) et sur la MOI (Main d'œuvre Immigrée).

L'émancipation des travailleurs et travailleuses immigrés est impossible sans une révolution socialiste par la guerre populaire prolongée, il sont

PROLÉTAIRES IMMIGRÉS

une des grandes forces motrices de la révolution dans l'avant-garde ouvrière. Ils le seront au même titre qu'ils le furent pendant la seconde guerre mondiale, où les travailleurs immigrés organisés dans la FTP-MOI sous la direction du Parti Communiste, ont formé certains des rangs les plus combattifs de la résistance anti-fasciste. Les travailleurs immigrés en France furent les glorieux martyrs de la lutte contre le nazisme.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS NOUS !

VIVE L'UNION DE LA CLASSE DANS SA DIVERSITE !